

L'Etat vend forts et châteaux

[VIDEO] Le gouvernement a décidé de mettre en vente 1 700 bâtiments publics d'ici 2013. Dans la région, 87 biens sont à acquérir dont le château de Bridoire en Dordogne ou le fort de Socoa à Ciboure



L'Etat va vendre 1 700 bâtiments et terrains d'ici 2013, pour rationaliser son parc immobilier mais aussi pour réduire son coût pour les finances publiques. Ce programme sera prochainement mis en ligne afin d'informer les acquéreurs potentiels. Immeubles de bureaux (28%), logements (15%) mais aussi terrains (24%) ou casernes (4,5%): la grande majorité des biens programmés à la vente sont situés hors de la région parisienne, y compris en outre-mer.

Si on consulte la carte établie par le ministère du Budget, on peut voir que 87 biens sont mis en vente dans la région, dont le château de Bridoire en Dordogne (appartenant au ministère de la Culture) ou le fort de Socoa à Ciboure.

A Pau, il est possible d'acheter un bel ensemble immobilier, ancien siège de la DDE d'une superficie de 1 905 m². A Mont-de-Marsan, c'est un immeuble domanial de 242 m² qui est à vendre.

Certains biens restent modestes, telle cette "maison forestière" sans électricité de Haute-Saône. Mais le programme inclut **quelques biens "de prestige"**, comme un château d'environ 400 m² en Haute-Savoie, situé sur les bords du Lac Léman et doté d'un "port privé", ou un hôtel particulier 1920 du 7^{ème} arrondissement de Paris.

Petits ou grands, ces biens seront cédés **"à leur valeur de marché"**, qui ne sera toutefois pas indiquée dans les appels d'offres afin d'inciter chaque candidat à offrir le meilleur prix. Aucune estimation sur le produit de ces ventes n'est donc fournie par le ministère du Budget.

Depuis 2005, ce sont **plus de 3 milliards d'euros de ventes** qui ont été réalisés. "Cette politique a bénéficié au cours des années 2005-2007 d'un marché immobilier très favorable", souligne Bercy. Durant la crise financière et ses répercussions sur le marché immobilier, en 2008 et 2009, elle s'est poursuivie **"à un rythme moindre"**, car le gouvernement n'a pas souhaité donner suite à certaines cessions lorsque les prix étaient trop bas", ajoute-t-on.

Les cessions n'ont ainsi représenté que **395 millions d'euros en 2008** et 475 millions d'euros en 2009. "Le gouvernement a donc profité des opportunités offertes par le marché mais n'a jamais bradé", selon le ministère du Budget. Ces cessions immobilières sont principalement

destinées à "**adapter les locaux**" de l'administration à ses besoins (regroupements de services, etc.) et à "réduire les surfaces occupées" et les coûts de fonctionnement.

"En règle générale", 15% du produit de ces cessions sont attribués au désendettement, soit 427 millions d'euros depuis 2005.

Ces ventes visent principalement les professionnels du marché immobilier mais les collectivités territoriales intéressées restent prioritaires.



© www.sudouest.fr 2010